

**2010**  
**Mitec Telecom Inc.**  
**Rapport du Premier Trimestre**  
**Pour la période de trois mois terminée le 30 juillet 2009**



## **Rapport de gestion**

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 (premier trimestre de l'exercice 2010). Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 en comparaison avec la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008 (premier trimestre de l'exercice 2009).

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés intermédiaires pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2009. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 4 septembre 2009. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## **ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer», «projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 28 juillet 2009.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

## **APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Avant leur publication, les états financiers consolidés annuels de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

## **PROFIL**

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance sans précédent.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA »), composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 31 juillet 2009, la Société comptait 282 employés à l'échelle mondiale.

## **FAITS SAILLANTS**

Le 27 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu deux nouvelles commandes d'un client d'Afrique pour des équipements de sa nouvelle gamme de produits récemment lancée de « Block convertisseur-élevateur MTX » pour TTPO, qui permettent d'augmenter la couverture des réseaux de téléphonie. Mitec a aussi reçu une commande pour un réseau commuté d'une grande station terrienne de télécommunication, lequel sera utilisé dans le cadre d'un programme d'expansion d'une liaison satellitaire de type montante en Asie.

Le 6 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait développé une nouvelle stratégie très attrayante à l'intention des entreprises de télécommunications qui cherchent à améliorer la bande passante de leur réseau tout en réduisant leurs frais d'exploitation. Le projet a bénéficié des dernières percées technologiques de la Société afin de permettre la mise à niveau d'un réseau de communications existant qui faisait face à des problèmes de performance. Les produits de Mitec ont permis de régler ces problèmes et, grâce au support de l'équipe de Dryden Municipal Telephone System/Dryden Mobility, ont démontré avec succès que les réseaux existants pouvaient faire l'objet de mise à niveau et rencontrer les exigences les plus sévères des utilisateurs actuels du sans-fil d'aujourd'hui. Selon une étude de marché récente, il y a plus d'un milliard de villes de ce genre en Amérique du Nord qui peuvent profiter de cette solution innovatrice de Mitec. Cette mise à niveau représente un nouveau débouché majeur auprès des compagnies de télécommunications indépendantes et permet d'enrayer les pertes de couverture causées par des problèmes liés à une infrastructure de télécommunication inadéquate.

Le 29 juillet 2009, la Société a annoncé des engagements de la part de clients visant la technologie de rupture et brevetée SSPA de Keragis qui devraient totaliser près de 3 M\$ CA, dont un bon de commande de 700 000 \$US du département de la Défense des États-Unis. De plus, Mitec s'est qualifié pour participer à un programme de 2 M\$ US piloté par un important intégrateur de systèmes américain œuvrant également dans le domaine de communication militaires.

Le 26 mai 2009, la Société a lancé un nouveau site Web en mandarin. Ce nouveau site Web démontre l'engagement de Mitec à servir le marché chinois, puisqu'il permettra à la Société d'offrir ces services beaucoup plus efficacement à l'échelle locale.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant obtenu à partir des états financiers trimestriels non vérifiés de la Société présente les principales informations financières pour chacun des huit derniers trimestres :

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2010				2009				2008
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chiffre d'affaires	<b>6 707</b>	6 927	7 922	10 568	14 931	10 766	9 829	7 978	
Bénéfice brut	<b>1 035</b>	1 083	1 897	2 366	3 166	2 399	1 959	1 697	
Frais de recherche et développement	<b>1 064</b>	1 122	1 039	1 136	1 013	1 300	1 041	1 129	
Frais de vente et d'administration	<b>1 260</b>	1 891	1 430	1 714	1 534	1 577	1 563	1 603	
Profit net (perte nette)	<b>(2 069)</b>	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	
Résultat par action – de base et dilué									
-Perte nette	<b>(0,01)</b>	(0,01)	(0,00)	(0,01)	0,00	(0,01)	(0,01)	(0,01)	
Total de l'actif	<b>29 118</b>	30 321	36 244	39 230	44 027	40 043	40 602	38 864	
Dette à long terme	<b>1 316</b>	1 215	1 116	1 057	1 067	1 124	1 464	2 112	
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	<b>3 344</b>	4 666	4 040	5 255	3 324	4 861	5 164	4 252	

## RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier trimestre de l'exercice 2010 a atteint 6,7 millions \$, soit une diminution de 55 % par rapport à la même période il y a un an. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est due entre autre à l'impact sans précédent de la récession mondiale qui a causé une baisse immédiate de la demande mondiale pour les équipements de télécommunication. La crise du crédit a rendu l'accessibilité à des capitaux neufs très difficile pour les compagnies de télécommunication qui voulaient continuer d'investir dans leurs équipements d'infrastructure et de réseaux. La diminution était de plus attribuable aux nombreuses commandes d'un client du secteur Télécommunications qui ont été livrées au cours du premier trimestre de 2009 afin d'adresser un problème majeure relié au réseau de ce client.

Les livraisons du secteur Télécommunications, qui a dégagé 2,2 millions \$ du total des produits d'exploitation, ont diminué de 8,2 millions \$, ou de 79 %, durant le premier trimestre, comparativement à la même période l'année précédente, alors que les marchés financiers opéraient à plein régime et que la demande pour les produits de la Société était très forte tant dans les pays en voie de développement qu'en Amérique du Nord. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 67% du total des produits d'exploitation, est resté stable à 4,5 millions \$. Bien que ce secteur ait historiquement démontré des revenus trimestriels prévisibles, on peut constater qu'il n'a pas échappé aux effets de la récession mondiale sur les fabricants de produits de télécommunications.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2010	2009			2008			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	<b>2 188</b>	2 206	3 101	4 073	10 394	5 360	4 362	2 189
<i>% du total des produits</i>	<b>32,6%</b>	31,8%	39,1%	38,5%	69,6%	49,8%	44,4%	27,4%
<b>Communications par satellite</b>	<b>4 519</b>	4 721	4 821	6 495	4 537	5 406	5 467	5 789
<i>% du total des produits</i>	<b>67,4%</b>	68,2%	60,9%	61,5%	30,4%	50,2%	55,6%	72,6%

### Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le premier trimestre de l'exercice 2010 s'élevait à 1,0 million \$, une baisse de 2,1 millions \$ comparativement aux 3,2 millions \$ enregistrés au premier trimestre de l'exercice 2009. Bien que la Société a pu mettre en œuvre un programme de contrôle des dépenses au cours du trimestre, le bénéfice brut a été affecté négativement par un taux inférieur d'absorption de ses coûts fixes de fabrication causé par la rapide réduction des commandes provoquée par une récession mondiale extrêmement rapide. Malgré cette conjoncture économique, la Société a poursuivi son programme de déploiement de nouveaux produits et priorisé la mise en marché de sa gamme de produits de couverture pour les opérateurs du secteur des communications sans fils. L'introduction de ces nouveaux produits comporte des marges bénéficiaires plus faibles en raison des coûts extraordinaires associés au lancement. En conséquence, le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,1 million \$ au cours du premier trimestre du présent exercice financier, une diminution de 2,0 millions \$ par rapport au bénéfice brut de 2,1 millions \$ pour la même période l'an dernier. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite s'élève à 0,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2010 à 0,9 million \$, soit une baisse de 0,2 million \$ par rapport au 1,1 millions \$ réalisé l'année précédente.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2009				2009				2008			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	138	(166)	382	571	2 087	903	867	345				
% du total des produits	6.3%	(7.5%)	12,3%	14,0%	20,1%	16,8%	19,9%	15,8%				
Communications par satellite	897	1 247	1 515	1 795	1 081	1 496	1 091	1 352				
% du total des produits	19,8%	26,4%	31,4%	27,6%	23,8%	27,7%	20,0%	23,4%				

### Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R&D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le premier trimestre de l'exercice 2010 était de 1,1 millions \$, une augmentation de 5% par rapport au premier trimestre de 2009. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés à l'industrie des télécommunications sans fil, mobile et fixes. La Société a aussi poursuivi ses efforts de développement de produits de programmes clés pour les marchés reliés aux TTPO ainsi qu'aux programmes militaires américains et permettront à Mitec de maintenir son avance sur ses concurrents.

### Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2010 s'élevaient à 1,3 million \$, soit une diminution de 18% par rapport aux 1,5 million \$ encouru durant le premier trimestre de 2009. La diminution était reliée à la compression des dépenses administratives et à une réduction des commissions et d'autres frais de vente variables.

### Perte nette

La perte nette pour le premier trimestre de l'exercice 2010 s'établie à 2,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à profit de 0,1 million \$, ou 0,00 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2009. La perte de Mitec pour ce trimestre est principalement attribuable à une récession mondiale sans précédent qui a résulté en une réduction immédiate de la demande pour les produits de télécommunications partout dans le monde ainsi qu'au report des dépenses en capital suite à la crise de liquidités; ces éléments combinés ont impacté sérieusement le déploiement d'infrastructure de télécommunications

### Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités d'exploitation de manière à présenter l'impact du gain (perte) de change et de la rémunération à base d'actions. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentés par d'autres corporations.

Le tableau de la page suivante présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. Il présente également le BAIIA ajusté.

	2010				2009			2008
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
(En milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net/(perte nette)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)
Impôts sur les bénéfices	(39)	(523)	(89)	(14)	(14)	(97)	—	—
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	464	2 214	515	972	753	1 305	1,248	823
Intérêts	31	27	(1)	65	37	36	302	78
BAIIA	(1 583)	(1 390)	65	(172)	831	(507)	198	(1 440)
Effet des gains ou pertes de change et de la rémunération à base d'actions	469	(425)	(673)	(95)	94	472	(297)	930
BAIIA ajusté	(1 114)	(1 815)	(608)	(267)	925	(35)	(99)	(510)

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Variations des résultats d'exploitation

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont améliorés de 42 % passant de 1,3 millions \$ négatif au premier trimestre de l'année précédente à 0,8 million \$ négatif pour le trimestre courant. L'année précédente, le léger profit enregistré avait été négativement impacté par une hausse marquée dans l'utilisation de la trésorerie afin de supporter le fonds de roulement nécessaire. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, l'apport positif de 0,7 million \$ dans la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation a contribué à diminuer l'impact négatif de la perte du trimestre.

### Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 0,4 million \$ pour l'exercice se terminant le 31 juillet 2009 en raison de l'achats d'équipements réalisés au cours de l'exercice. Durant le premier trimestre de l'exercice 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentaient un montant négatif de 0,2 million \$ pour la même raison.

### Flux de trésorerie de financement

Il n'y a pas eu d'activités de financement durant le trimestre actuel. Les activités de financement avaient occasionné des sorties de fonds de 0,1 million \$ découlant de remboursements sur la dette à long-terme par rapport à la même période il y a un an. La Société a continué d'enregistrer les intérêts courus suite à l'émission de 2,5 millions \$ de débentures convertibles en octobre 2007, dont 1,1 millions \$ ont été converties en actions ordinaires de la Société au cours des derniers trimestres. Au 31 juillet 2009, une valeur de 1,4 millions \$ de débentures convertibles demeuraient en circulation et viendront à échéance en octobre 2009. Durant le trimestre courant, le conseil d'administration a autorisé une stratégie afin de financer le remboursement de ces débentures.

### Gestion du capital

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique,

financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société est composé de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires qui inclut les actions et n'est pas dépendant de restrictions externes.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujet à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourraient être largement et défavorablement affectés, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur son exploitation dans le futur.

### **Incertitude quant à la continuité de l'exploitation**

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 122 049 000 millions \$ au 31 juillet 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.
3. Explorer, sous la guidance du comité fusion et acquisition (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités liées à son expansion et à sa croissance.

Au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 2009, la Société a conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. la Société a lancé un nouveau site Web en mandarin afin de démontrer l'engagement de Mitec à servir le marché local chinois beaucoup plus efficacement;
- b. la Société a reçu des engagements de la part de clients visant la technologie de rupture et brevetée SSPA de Keragis d'une valeur de près de 3 M\$ CA, dont un bon de commande du département de la Défense des Etats-Unis; de plus, Mitec s'est qualifiée pour participer à un programme piloté par un important intégrateur de systèmes américain œuvrant également dans le domaine de communication militaires;
- c. la Société a annoncé qu'elle avait développé une nouvelle stratégie très attrayante à l'intention des entreprises de télécommunications qui cherchent à améliorer la bande passante de leur réseau tout en réduisant leurs frais d'exploitation;
- d. la Société a annoncé qu'elle avait obtenu deux nouvelles commandes pour des équipements de sa nouvelle gamme de produits récemment lancée de « Block convertisseur-élévateur MTX » pour TTPO, qui permettent d'augmenter la couverture des réseaux de téléphonie ainsi qu'une commande pour un réseau commuté d'une grande station terrienne de télécommunication, lequel sera utilisé dans le cadre d'un programme d'expansion d'une liaison satellitaire de type montante en Asie.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

### **Risque lié à l'industrie**

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique

### **Dépendance à l'égard de quelques clients**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, la Société a réalisé 10 % de son chiffre d'affaires auprès d'un client principal. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

### **Secteur d'activité des clients**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écouons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

### **Risque lié à la production**

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenons pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

### **Risque lié à l'exploitation**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

### **Changements technologiques**

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure

un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

### **Cadres supérieurs et autres employés clés**

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

### **Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

### **Conjoncture économique**

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société n'a pas de facilité de crédit et il existe un risque pour la Société qu'une telle facilité serait nécessaire.

### **Taux d'intérêt**

La Société n'est pas exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liés à sa dette à long terme étant donné qu'elle porte intérêt à un taux fixe. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

### **Risque de crédit**

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie et équivalents de trésoreries, ses placements à court terme, ses comptes clients et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou juste valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et

n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Un client représentaient 10 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2009 et 8 % des débiteurs au 31 juillet 2009 (en 2008, deux clients représentaient 67 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2008 et 72 % des débiteurs au 31 juillet 2008). Pour la période terminée le 31 juillet 2009, le même client représentait 32 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2008 – deux clients représentaient 96 % des ventes dans le secteur Télécommunications).

L'âge des comptes-clients se détaillait comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Courant	5 012
31 – 60 jours	226
Plus de 91 jours	745
Débiteurs	5 983
Moins : provision pour créances douteuses	(225)
Total	5 758

### **Risque de liquidités**

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie et équivalents de trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les dépenses d'immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et sa croissance des produits par l'émission de nouvelles actions.

Au 31 juillet 2009, la Société disposait d'un fonds de roulement de 10 841 000 \$ (2008 –12 760 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créditeurs et charges à payer, ainsi que les débetures convertibles viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant.

### **Conversion de devises**

#### **a. Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

#### **b. Activités étrangères**

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon

cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

### Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'a pas couvert son exposition aux variations de change pendant le premier trimestre de l'exercice 2010, mais a commencé à se protéger face à une appréciation du dollar canadien face aux devises étrangères en utilisant des contrats de change futurs et déterminer ainsi partiellement le taux de change attribuable à l'encaissement prévu de dollars américains. Au 31 juillet 2009, la Société était exposée à un risque de change par le biais de sa trésorerie et équivalents de trésorerie, ses débiteurs et créditeurs, et les charges à payer exprimés en dollars américains et en yuan (RMB) comme suit

	Au 31 juillet 2009	
	(000s)RMB	(000s) \$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 653	1 253
Débiteurs	7 883	4 849
Créditeurs et charges à payer	13 603	1 566

Selon les éléments susmentionnés au 31 juillet 2009, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 677 000 \$ / (677 000 \$).

### Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

### Fluctuation du cours des actions

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles:

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>Dettes à long terme</b>	<b>Contrats de location-exploitation</b>
	\$	\$
1 an	1 400	461
2 – 3 ans	—	720
4 – 5 ans	—	126
Plus de 5 ans	—	—
	<b>1 400</b>	<b>1 307</b>

En date du 1er août 2009, le conseil d'administration a nommé Jeffrey A. Mandel au titre de président exécutif du conseil d'administration de la Société. Monsieur Mandel continuera de diriger plusieurs initiatives stratégiques ainsi que les communications et les relations avec les investisseurs au nom du conseil d'administration. Il continuera à assumer les nombreuses tâches associées à son rôle de président du conseil d'administration. Le conseil d'administration a de plus mandaté monsieur Mandel afin d'examiner les opportunités, autant de ventes ou d'acquisitions pouvant résulter en une amélioration de la valeur pour les actionnaires, principalement par une transaction qui assurerait le retour à la profitabilité dans le futur. Ces opportunités peuvent inclure des partenariats, des acquisitions, des fusions, ainsi que, en certaines circonstances, la vente de certaines divisions de la Société. Le conseil a attribué une rémunération de 200,000\$ à monsieur Mandel et pourrait octroyer un boni quant aux activités présentes d'acquisition et de levée de financement en assumant que ces initiatives se révélaient être un succès. Le montant et les termes de ces bonis demeurent à être établis.

## ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

## ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 4 septembre 2009, il y avait 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscription en circulation ainsi que 15 318 050 options d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 18 471 135 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 223 583 actions au 30 avril 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées. En date du 30 avril 2009, la Société n'a racheté aucune action ordinaire.

## MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1<sup>er</sup> mai 2009, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

### **Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherche et de développement**

La Société a adopté le nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA, chapitre 3064 - « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », qui s'appliquent pour la Société à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

### **Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers**

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a publié l'Abrégé du CPN-173, «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers», qui prévoit que le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris d'instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

## **NOUVELLES NORMES COMPTABLES**

### **Regroupements d'entreprises**

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

### **Consolidation des états financiers**

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

### **Normes internationales d'informations**

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. La Société se conformera à ces nouvelles normes en fonction du calendrier établi aux termes de celles-ci. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, la juste valeur des actifs et passifs acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débentures convertibles, les obligations légales, la disposition de garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

### **Évaluation des stocks**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

### **Écart d'acquisition**

Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de Keragis a été complété le 30 avril 2009. Étant donné que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % et a convenu qu'une dépréciation de 1 607 000 \$ avant impôts était nécessaire.

### **Provision pour créances douteuses**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des

paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **Actifs d'impôts futurs**

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectifs et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs pris en compte comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

### **Provision pour garanties**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 30 avril 2009 et au 30 avril 2008 ont été jugées adéquates.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 juillet 2009, un total de 15 318 050 options sur actions étaient en cours dont 11 480 000 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

### **Engagements et éventualités**

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

## **OPÉRATIONS PROJÉTÉES**

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises et de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

## **PERSPECTIVES**

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration et ciblera ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

## **EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2009, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour l'exercice terminé le 30 avril 2009. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2009 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION**

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 4 septembre 2009. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 4 septembre 2009, 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 13 318 050 options sur actions.



**MITEC TELECOM INC.**  
**États financiers consolidés intermédiaires**  
Pour la période de trois mois terminée le  
31 juillet 2009  
(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires inclus dans ce rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société.

**MITEC TELECOM INC.**  
**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 juillet 2009 \$ <i>Non vérifié</i>	Au 30 avril 2009 \$ <i>Vérfié</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 344	4 485
Placements à court terme	181	181
Comptes clients	5 758	5 592
Autres débiteurs	690	126
Impôts sur les bénéfices à recevoir	353	323
Stocks ( <i>note 5</i> )	7 402	8 088
Charges payées d'avance et autres charges	935	629
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>18 663</b>	<b>19 424</b>
Immobilisations corporelles	5 215	5 493
Actifs incorporels	3 060	3 263
Écart d'acquisition	1 991	1 991
Placements	25	25
Impôts futurs	164	125
	<b>29 118</b>	<b>30 321</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	6 506	5 449
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an ( <i>note 6</i> )	1 316	1 215
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>7 822</b>	<b>6 664</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires ( <i>note 7</i> )	132 142	132 142
Bons de souscription ( <i>note 7</i> )	1 925	1 925
Composante des capitaux propres des débetures convertibles	7	14
Surplus d'apport	9 895	9 836
Déficit	(122 049)	(119 980)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(624)	(280)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>21 296</b>	<b>23 657</b>
	<b>29 118</b>	<b>30 321</b>

**Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation** (*note 1*)

*Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.*

**MITEC TELECOM INC.****ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	<b>Pour les trois mois terminés les</b>	
	<b>2009</b>	<b>31 juillet</b>
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 707</b>	14 931
Coût des ventes	<b>5 672</b>	11 765
<b>Bénéfice brut</b>	<b>1 035</b>	3 166
<b>Charges</b>		
Dépenses de recherche et développement	<b>1 064</b>	1 013
Frais de vente et d'administration	<b>1 210</b>	1 534
Amortissement des actifs incorporels	<b>220</b>	305
Charges financières ( <i>note 10</i> )	<b>154</b>	179
Perte (gain) de changes	<b>411</b>	(108)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	<b>25</b>	—
Rémunération à base d'actions	<b>59</b>	202
	<b>3 143</b>	3 125
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	<b>(2 108)</b>	41
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	<b>(39)</b>	(14)
<b>Bénéfice (perte) net(te) de la période</b>	<b>(2 069)</b>	55
<b>Gains (pertes) nets(tes) de changes latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes</b>	<b>(344)</b>	22
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>(2 413)</b>	77
<b>Bénéfice (perte) de base et dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,01)</b>	0,00
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>220 666 756</b>	220 343 256

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES CAPITAUX PROPRES**

(En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000s)	\$	# (000s)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note	7	7	7	7					
Solde au 30 avril 2008	220 312	132 097	38 016	1 931	46	9 223	(115 372)	(894)	27 031
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	354	43	—	—	—	—	—	—	43
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	202	—	—	202
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	22	22
Profit net pour la période	—	—	—	—	—	—	55	—	55
Solde au 31 juillet 2008	220 666	132 140	38 016	1 931	46	9 425	(115 317)	(872)	27 353
<b>Solde au 30 avril 2009</b>	<b>220 666</b>	<b>132 142</b>	<b>37 829</b>	<b>1 925</b>	<b>14</b>	<b>9 836</b>	<b>(119 980)</b>	<b>(280)</b>	<b>23 657</b>
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	—	—	—	—	(7)	—	—	—	(7)
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	59	—	—	59
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	(344)	(344)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(2 069)	—	(2 069)
<b>Solde au 31 juillet 2009</b>	<b>220 666</b>	<b>132 142</b>	<b>37 829</b>	<b>1 925</b>	<b>7</b>	<b>9 895</b>	<b>(122 049)</b>	<b>(624)</b>	<b>21 296</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les	
	2009	31 juillet 2008
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice (perte) net(te)	(2 069)	55
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	468	753
Dépréciation d'immobilisations corporelles	25	—
Rémunération à base d'actions	59	202
Charge de désactualisation du passif à long terme	111	128
Recouvrement d'impôts	(39)	(14)
	(1 445)	1 124
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation ( <i>note 8</i> )	677	(2 416)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(768)</b>	<b>(1 292)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(364)	(149)
Acquisitions de placements à court terme	—	(79)
Ventes de placements à court terme	—	77
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(364)</b>	<b>(151)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de la dette à long terme	—	(94)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>—</b>	<b>(94)</b>
Perte de change sur trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	(9)	—
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités poursuivies</b>	<b>(1 141)</b>	<b>(1 537)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	4 485	4 861
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>3 344</b>	<b>3 324</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## **1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 122 049 000 \$ au 31 juillet 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels pour assurer le financement des opérations;
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les activités des télécommunications et des communications par satellite;
3. Explorer, sous la guidance du comité fusion et acquisition (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités liées à son expansion et à sa croissance.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## **2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2009 à l'exception des modifications mentionnées à la note 3 des états financiers intermédiaires. Certains chiffres correspondants du trimestre antérieur ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables

## **2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels. Cependant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent donc être lus de concert avec les plus récents états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société et les notes y afférentes. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers.

Les événements postérieurs à la date du bilan ont été évalués jusqu'au 14 septembre 2009, date à laquelle ces états financiers consolidés intermédiaires ont été déposés par voie électronique sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes des valeurs mobilières (« SEDAR »).

## **3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES**

En date du 1<sup>er</sup> mai 2009, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

### **Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherche et de développement**

La Société a adopté le nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA, chapitre 3064 - « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », qui s'appliquent pour la Société à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR au Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

### **Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers**

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a publié l'Abrégé du CPN-173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui prévoit que le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris d'instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

## **4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES**

### **Regroupements d'entreprises**

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

#### 4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES (suite)

##### Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

##### Normes internationales d'informations

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. La Société se conformera à ces nouvelles normes en fonction du calendrier établi aux termes de celles-ci. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

#### 5. STOCKS

	Au 31 juillet 2009	Au 31 juillet 2008 \$
Matières premières et composantes acquises	4 723	5 563
Produits en cours	1 978	2 111
Produits finis	701	1 080
	<b>7 402</b>	<b>8 754</b>

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 3 560 000 \$ (2008 – 10 093 000 \$).

## 6. DETTE À LONG TERME

	Au 31 juillet 2009	Au 31 juillet 2008 \$
a) Emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3,5 % \$ remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$, remboursée en février 2009	—	276
b) Débentures convertibles portent intérêt à 10% et venant à échéance en octobre 2009	1 316	791
	<b>1 316</b>	1 067
Moins : tranche échéant à moins d'un an	1 316	276
	—	791

Au 31 juillet 2009, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 400 000 \$ (2008 – 1 445 000 \$).

## 7. CAPITAL ACTIONS

### Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

### Actions ordinaires émises et en circulation

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés intermédiaires des capitaux propres.

### Bons de souscription

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 31 juillet 2009	Date d'expiration	Au 31 juillet 2008
		# (000)		# (000)
0,10	30 octobre 2009	4 651	3 octobre 2008	4 838
0,18	17 octobre 2009	13 888	17 octobre 2009	13 888
0,22	30 octobre 2009	19 290	30 mars 2009	19 290
		<b>37 829</b>		<b>38 016</b>

La Société peut forcer l'exercice de 19 289 779 de bons de souscription venant à échéance le 30 octobre 2009 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait à 4,2 millions de dollars. La Société peut forcer l'exercice des bons de souscription venant à échéance le 17 octobre 2009 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,36 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait alors à 2,5 millions de dollars.

## 7. CAPITAL ACTIONS (suite)

### Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit :

	2009 #	Au 31 juillet 2008 #
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 756	220 343 256
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	985 669	7 237 500
<b>Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>221 652 425</b>	<b>227 580 756</b>

Pour les périodes terminées les 31 juillet 2009 et 2008, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

### Rémunération à base d'actions

La Société utilise la méthode basée sur le modèle d'évaluation de Black et Scholes afin de comptabiliser la charge de rémunération à base d'actions. La juste valeur des options attribuées durant chacune des périodes a été estimée selon le modèle d'évaluation de Black Scholes en fonction de la moyenne pondérée des hypothèses suivantes :

	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Volatilité	105%	97%
Taux d'intérêt sans risque	2,7%	3,1%
Taux de rendement	0%	0%
Durée de vie, en années	5	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution	0,07 \$	0,08 \$

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

		Au 31 juillet 2009 \$		Au 31 juillet 2008 \$
Solde au début de la période	14 818 050	0,19	14 533 950	0,41
Attribuées	500 000	0,07	—	—
Échues	—	—	(11 000)	6,70
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>15 318 050</b>	<b>0,19</b>	<b>14 522 950</b>	<b>0,25</b>
<b>Options exerçables à la fin de la période</b>	<b>11 055 000</b>	<b>0,21</b>	<b>7 666 217</b>	<b>0,32</b>

### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 11 033 337 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 200 663 actions au 31 juillet 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées.

En date du 31 juillet 2009, la Société n'a racheté aucune action ordinaire.

## 8. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les	
	2009	31 juillet
	\$	2008
	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	(730)	(6 456)
Stocks	686	5
Charges payées d'avance et autres charges	(306)	107
Impôts sur les bénéfices à recevoir	(30)	195
Créditeurs et charges à payer	1 057	3 733
	<u>677</u>	<u>(2 416)</u>
Intérêts payés	4	23
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :		
Coût des ventes	214	192
Frais de vente et d'administration et de recherche et développement	34	64
	<u>248</u>	<u>256</u>
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :		
Coût des ventes	2	—
Frais de vente et d'administration et recherche et développement	220	305
	<u>220</u>	<u>305</u>
L'amortissement des charges reportées compris a été comptabilisé comme suit :		
Coût des ventes	—	117
Frais de vente et d'administration	—	35
Frais de recherche et développement	—	40
	<u>—</u>	<u>192</u>

## 9. INFORMATIONS SECTORIELLES

### a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« Télécommunications »), et les communications par satellites et terrestres (« Satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

## 9. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 juillet se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 188	10 394	4 519	4 537	6 707	14 931
Coût des produits vendus	2 050	8 309	3 622	3 456	5 672	11 765
Bénéfice brut (perte brute)	138	2 085	897	1 081	1 035	3 166
Charges					3 143	3 125
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(39)	(14)
<b>Bénéfice (perte) net(te) de la période</b>					<b>(2 069)</b>	<b>55</b>

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 juillet 2009		
	Télécommunications	Satellites	Total
Actifs à court terme	5 953	10 164	16 116
Actifs à long terme	2 275	8 080	10 355
	8 228	18 224	26 471
Autres			2 647
			<b>29 118</b>

	Au 31 juillet 2008		
	Télécommunications	Satellites	Total
Actifs à court terme	15 757	10 758	26 515
Actifs à long terme	4 536	8 952	13 488
	20 293	19 710	40 003
Autres			4 024
			<b>44 027</b>

### b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les	
	2009	31 juillet 2008
	\$	\$
Canada	4 814	5 382
États-Unis	161	135
Asie	1 926	10 259
Inter-pays	(194)	(846)
	<b>6 707</b>	<b>14 930</b>

## 9. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les	
	2009	31 juillet 2008
	\$	\$
Canada	461	141
États-Unis	2 910	2 088
Europe	1 232	992
Asie	632	10 665
Autres	1 472	1 044
	<b>6 707</b>	<b>14 930</b>

## 10. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les	
	2009	31 juillet 2008
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	—	9
Intérêts sur les débetures convertibles	35	35
Charge de désactualisation du passif à long terme	111	128
Frais bancaires et autres frais	12	14
Revenus d'intérêts	(4)	(7)
	<b>154</b>	<b>179</b>

## 11. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

La capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes.

	Au	
	2009	31 juillet 2008
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 316	1 067
Capitaux propres	21 296	27 353
	<b>22 612</b>	<b>28 420</b>

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers en date du 31 juillet 2009 et du 31 juillet 2008 ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suit:

	Actifs détenus \$	Disponible à la vente \$	Prêts et créances \$	Autres passifs financiers \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
<b>Au 31 juillet 2009</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 344	—	—	—	3 344	3 344
Placements à court terme	—	181	—	—	181	181
Comptes clients	—	—	5 758	—	5 758	5 758
Autres débiteurs	—	—	690	—	690	690
Placements	—	25	—	—	25	SO
Créditeurs et charges à payer	—	—	—	6 506	6 506	6 506
Dette à long terme et convertible débetures	—	—	—	1 316	1 316	1 316
<b>Au 31 juillet 2008</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 245	—	—	—	3 245	3 245
Placements à court terme	—	79	—	—	79	79
Comptes clients	—	—	16 797	—	16 797	16 797
Autres débiteurs	—	—	325	—	325	325
Placements	—	25	—	—	25	SO
Créditeurs et charges à payer	—	—	—	15 106	15 106	15 106
Dette à long terme et convertible débetures	—	—	—	1 215	1 215	1 215

## 13. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et d'intérêt.

### Facteur de risques

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

### Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie et équivalents de trésoreries, ses placements à court terme, ses comptes clients et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou juste valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

### 13. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Un client représentaient 10 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2009 et 8 % des débiteurs au 31 juillet 2009 (en 2008, deux clients représentaient 67 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2008 et 72 % des débiteurs au 31 juillet 2008). Pour la période terminée le 31 juillet 2009, le même client représentait 32 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2008 – deux clients représentaient 96 % des ventes dans le secteur Télécommunications).

L'âge des comptes-clients se détaillait comme suite :

	2009	Au 31 juillet 2008
	\$	\$
Courant	5 012	15 223
31 – 60 jours	226	857
Plus de 91 jours	745	937
Débiteurs	5 983	17 017
Moins : provision pour créances douteuses	(225)	(220)
	5 758	16 797

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie et équivalents de trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les dépenses d'immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et sa croissance des produits par l'émission de nouvelles actions.

Au 31 juillet 2009, la Société disposait d'un fonds de roulement de 10 841 000 \$ (2008 -14 935 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créiteurs et charges à payer, ainsi que les débetures convertibles viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant.

### 13. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

Date d'échéance	Au 31 juillet 2009	
	Dette à long terme	Contrats de location-exploitation
	\$	\$
Mois d'un an	1 400	461
2 – 3 ans	—	720
4 – 5 ans	—	126
Plus de 5 ans	—	—
	1 400	1 307

#### Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'a pas couvert son exposition aux variations de change. Au 31 juillet 2009, la Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie et équivalents de trésorerie, ses débiteurs et créditeurs, et les charges à payer exprimés en dollars américains et en yuan (RMB) comme suit :

	Au 31 juillet 2009	
	(000s) RMB	(000s) \$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 653	1 253
Débiteurs	7 883	4 849
Créditeurs et charges à payer	13 603	1 566

Selon les éléments susmentionnés au 31 juillet 2009, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 677 000 \$ / (677 000 \$).

#### Risque du taux d'intérêt

La principale source de risque de fluctuation des taux d'intérêts auquel la Société est exposée est le risque d'intérêt associé à la détermination de la juste valeur de ses obligations. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.